

SUD-Solidaires s'exprime!



Solidaires, Unitaires et Démocratiques

UNE PRIME EXCEPTIONNELLE S'IMPOSE !

Paris, le 24 mars 2026

L'EUPHORIE DES DIRIGEANTS, LA BANQUEROUTE DES SALARIÉ-ES ?

Pendant la NAO, la direction nous a demandé de nous serrer la ceinture, évoquant un contexte économique dégradé, des incertitudes et un manque de visibilité. **Le résultat ? 1 % d'augmentation générale au niveau de la branche CE, et rien au niveau local.**

Pourtant face aux médias, Nicolas Namias, président du directoire du groupe BPCE, tient un tout autre discours. Sur BFM Business, il a déclaré sans détour : « **Non, l'économie française n'est pas en crise.** » Il affirme que l'économie est résiliente, que le crédit continue de financer l'activité et que les banques, dont les CE et BP, font tourner la machine. Autrement dit : **pas d'effondrement, pas de situation exceptionnelle qui justifierait de bloquer les salaires !**

Et pour preuve, **sa propre rémunération a augmenté de 8%**, sans doute pour permettre à son chauffeur d'aller faire le plein de sa voiture de fonction ?

La situation internationale et les tensions liées à la guerre au Moyen-Orient entraînent une nouvelle hausse du coût de la vie. **Les prix du carburant, du gaz et des produits alimentaires augmentent.**

Les dépenses contraintes pèsent chaque mois davantage sur le budget des salarié-es.

Dans ce contexte, les dernières négociations salariales de branche n'ont pas apporté de réponse à la hauteur de la situation. Les mesures proposées ne compensent pas la perte de pouvoir d'achat.

LE PROBLÈME NE S'ARRÊTE PAS LÀ !

Au niveau local, les NAO ne font guère mieux : **les mesures restent limitées, fragmentées, uniquement individuelles, et loin de répondre à la réalité vécue par les salarié-es.**

Au final, les salaires stagnent pendant que les prix explosent. Cette politique salariale a une conséquence simple : **les salariés regardent ailleurs. Et beaucoup finissent par se résoudre à partir à la concurrence.**

Un groupe comme BPCE, qui vise 5 milliards d'euros de bénéfices, ne peut pas ignorer durablement cette réalité. Les résultats sont collectifs. La reconnaissance doit l'être aussi.

ET PENDANT CE TEMPS, LES AMENDES TOMBENT !

La Caisse d'épargne d'IDF a été condamnée à 6 M€ d'amende et celle du Grand-est à 3,2 M€, à la suite d'enquêtes de la répression des fraudes pour frais bancaires injustifiés.

Encore plus de 9 M€ bien investis... mais pas pour les salarié-es.

UNE PRIME DE 1 500 € POUR TOUTES ET TOUS !

Dans ce contexte, **SUD-Solidaires revendique le versement d'une prime exceptionnelle immédiate de 1 500 € pour l'ensemble des salarié-es** afin de faire face à la hausse des dépenses essentielles du quotidien.

Le pouvoir de vivre dignement recule : la direction doit avancer les dates des prochaines NAO.

SUD-Solidaires exigera à nouveau de véritables augmentations générales de salaire.

Celles-ci doivent comporter un plancher minimum d'augmentation, afin de protéger les plus bas salaires et d'éviter l'écrasement des rémunérations.

Quand le coût de la vie augmente, les salaires doivent suivre.

Sans politique salariale à la hauteur, la fidélisation restera un slogan creux et l'attractivité une vague promesse.

**POUR AGIR SUR VOTRE QUOTIDIEN,
REJOIGNEZ-NOUS !**

LE PARTAGE DES RICHESSES

Une prime de 1 500 €
maintenant !

Union
syndicale
Solidaires